29 avril 1966, Montréal

Ukrainian Canadian professional businessmen's Association

L'expression « révolution tranquille », dont on se sert fréquemment pour caractériser les changements qui se produisent depuis cinq ou six ans au Québec, n'a pas été inventée par des québécois. Elle a d'abord été utilisée, si je me souviens bien, par des journalistes de langue anglaise, et reprise à l'étranger. Ces journalistes voulaient, à l'intention de leurs lecteurs, résumer en une expression imagée et brève le dynamisme et l'esprit d'initiative que manifestait soudainement tout le peuple du Québec.

Ils ont à dessein imaginé une formule apparemment contradictoire, où l'idée de révolution voisine celle de calme. De fait, un des aspects les plus originaux et les plus surprenants du Québec moderne est que la nature pourtant révolutionnaire du mouvement dont nous sommes ici témoins n'engendre pas la violence, pas plus qu'elle n'en découle. Il y a bien eu quelques gestes isolés et peu nombreux de la part d'un groupe infime d'extrémistes; ces gestes ne se reliaient cependant en rien à notre « révolution tranquille » et n'en ont pas influencé le cours. Ils ont d'ailleurs été réprouvés par toute notre population.

Je connais peu de pays au monde où la vaste remise en question qui dure au Québec depuis plus de cinq ans pourrait s'accomplir sans bouleversements, sans désordres de toutes sortes. Rien de tel n'est arrivé au Québec. Dieu sait cependant que tous les domaines de l'activité humaine ont été touchés, qu'ils le sont et le seront encore car notre « révolution tranquille » n'est pas terminée. Elle s'engage à peine dans une deuxième étape.

Nous avons commencé à transformer notre administration publique pour en faire un outil efficace et compétent. Nous avons commencé à doter nos citoyens d'un système d'éducation qui rendra les nôtres aptes à assumer toutes les responsabilités suscitées par notre monde moderne. Nous avons commencé à construire un régime de sécurité sociale plus humain et plus juste. Nous avons commencé à confier à notre gouvernement les tâches économiques dont il ne pouvait ni ne devait se désintéresser. Nous avons commencé à exploiter nos ressources d'une façon plus ordonnée. Nous avons aussi commencé à faire jouer au Québec le rôle qui lui revient non seulement comme point d'appui du Canada français, mais comme membre actif et conscient de l'entité canadienne.

Je pourrais continuer encore longtemps à énumérer les changements dont le Québec a été à la fois l'agent, le témoin et le sujet depuis plus de cinq ans. Nous avons travaillé sur tous les plans à la fois. Certains nous ont même reproché de trop entreprendre, de vouloir faire trop de choses en même temps. C'est pourtant là 'la caractéristique fondamentale d'une révolution, celle d'être un changement global, brusque, soudain. Nous avons voulu, au Québec, atteindre nos problèmes à leurs racines; nous n'avons pas voulu nous contenter d'en corriger tant bien que mal les effets.

Pour réussir, nous avons dû mettre fin à certains privilèges, nous avons dû placer l'intérêt général au-dessus des intérêts particuliers, nous avons dû remplacer un équilibre antérieur auquel beaucoup se plaisaient par un nouvel équilibre auquel certains ne sont pas encore habitués. Des classes sociales nouvelles ont surgi, d'autres ont vu leur prestige traditionnel

s'amoinrir. Des initiatives économiques originales ont vu le jour, les relations entre le secteur public et le secteur privé ont été modifiées à l'avantage de chacun, croyons-nous. Nous avons expérimenté sur plusieurs plans et nous avons mis de l'avant des conceptions auxquelles d'aucuns considéraient le Québec comme irrémédiablement réfractaire. Cependant l'œuvre que nous avons commencé à accomplir et les succès que nous avons remportés jusqu'à aujourd'hui nous autorisent aux plus grands espoirs. À l'impression traditionnelle chez nous qu'à peu près tout était impossible a succédé celle qu'à peu près rien ne l'est.

As I said a moment ago, such sweeping changes in such a short space of time could easily have caused serious, wide spread disorder. Admittedly, there has been some friction and difficulty, but at no time –and that' includes the present –have we witnessed anything other than the normal unrest which goes with any period of transition. It is also true that new problems have arisen, but , they were expected. Thus, we knew very well that, with our action in the sphere of federal-provincial relations, Québec's former inertia would give place to a new creative approach leading to the gradual but determined takeover of our rightful fields of competence and, further, to a redefinition of the respective roles of the Government of Quebec and of Canada.

Much the same thing has occurred in the government labour relations field. In giving the right to organize and strike to its own employees and to employees of other enterprises formerly closed to labour unions, the government accepted the full consequences of its decision; to take any other attitude would have been illogical or unrealistic.

However — this bears repeating — there has been none of the disorder evident in some other countries which have gone through much less extensive changes than our own. In other words, to come back to the term « quiet revolution », I would say that our « revolution » has been in progress for about six years, but has lost none of the rational temper which has characterized it from the beginning. As a people, we have succeeded in giving free rein to our dynamism without becoming reckless or headstrong, asserting ourselves without showing arrogance, exercising our rights without prejudicing the rights of others. In a word, what we have accomplished so far is something of a masterstroke: we have begun taking all the steps necessary to build a new, strong society, and have done so without loss of order or justice.

How is it possible for Québec to have a thoroughgoing revolution and at the same time avoid the unfortunate excesses which usually accompany transformations of this kind?

For some people, the answer is easy: they will simply claim that there is no revolution in Québec, but merely rapid evolution. This is the sort of over-simplification which leads nowhere, because it fails to explain the lack of upheavals which rapid evolution is also likely to cause. This is obviously not the answer.

Future historians and sociologists will provide a more accurate picture of what is taking place, but I personally believe that two factors explain why our revolution is so « quiet »: undivided popular support for Québec's current transformation and the realistic goals we have set for ourselves.

Sans faire d'enquête d'opinion publique, on peut facilement se rendre compte que, dans son ensemble, notre population appuie entièrement l'effort de rénovation auquel le gouvernement s'est attaqué. Bien peu de gens souhaiteraient aujourd'hui retourner à une dizaine ou une quinzaine d'années en arrière. Tous les changements qui s'effectuent à l'heure actuelle correspondent en fait à une volonté de réforme qui, dans certains cas, date d'il y a plusieurs années. Entre 1950 et 1960, chacune des classes de notre société avait commencé à mettre en doute le fonctionnement et l'efficacité de certaines de nos institutions. Ainsi, la classe ouvrière demandait une révision de nos lois du travail. Nos éducateurs et nos étudiants désiraient que l'éducation soit accessible à tous. Les familles du Québec voulaient que soit reconnu le droit à une sécurité sociale fondée sur les besoins réels. Nos cultivateurs demandaient l'adoption d'une politique agricole adaptée aux exigences de l'économie moderne. Dans le domaine de l'administration publique, nos citoyens réclamaient une plus grande efficacité. Tout le monde s'entendait également pour que l'État joue un rôle plus dynamique dans le secteur économique. Enfin, pour abrégé cette liste, tous souhaitaient que, dans ses relations avec le gouvernement fédéral, le Québec mette de l'avant des idées positives et originales.

Notre tâche était claire: nous avions à construire un Québec d'un tout nouveau genre, un État moderne, possédant les moyens voulus pour faire face aux défis qui se posent aux sociétés en pleine croissance. Dans cette perspective, le devoir du gouvernement était double: accepter la responsabilité que voulaient lui confier toutes les couches de notre population et guider celle-ci dans le choix des moyens d'action. C'est ce que nous tentons de faire depuis que, en 1960, les citoyens du Québec nous ont une première fois confié l'administration de la chose publique. Et c'est dans la direction où nous nous sommes alors engagés que nous avons aujourd'hui et pour l'avenir, l'intention bien arrêtée de poursuivre avec autant de vigueur qu'auparavant l'œuvre commencée. De la sorte – et avec toute la sincérité et la bonne volonté que nous pouvons y mettre – nous croyons être à la hauteur, comme gouvernement, de ce qu'on attend de nous.

Nous ne prétendons pas ne pas avoir commis d'erreurs, Nous ne prétendons pas avoir toujours eu raison dans le choix des solutions aux problèmes qui se présentaient à nous. Nous avons cependant l'impression de ne jamais avoir failli au mandat général que nous avons accepté de remplir. En définitive, c'est ce qui compte.

Les divergences de vues que l'on peut à l'heure actuelle remarquer au Québec entre le gouvernement et tel ou tel groupe de citoyens sont normales en démocratie; c'est l'unanimité absolue en tout qui serait à craindre. Dans une société en pleine évolution comme la nôtre, la libre expression de l'opinion publique contribue au maintien du dynamisme initial. Il convient toutefois de se rappeler que, non seulement à l'heure actuelle mais au cours des années qui viennent de s'écouler, les échanges de vues et les discussions entre le gouvernement et les divers groupes de citoyens portent et ont toujours porté sur les moyens à prendre pour mener à bonne fin notre révolution tranquille, et non sur l'opportunité elle-même de cette révolution tranquille. Personne ne met celle-ci en doute.

Plus précisément, il ne s'est à aucun moment levé de mouvement structuré et cohérent se donnant comme raison d'être un retour en arrière. Même si elles n'avancent pas toutes à la

même vitesse, toutes les classes de notre société vont de l'avant. Elles sont toutes orientées vers l'avenir. Certains des nôtres voudraient que nous allions plus vite, d'autres que nous allions moins vite, mais personne ne souhaite que nous arrêtions.

[The feature which distinguishes present-day Québec from the Québec we once knew — and had finally grown accustomed to — is the concrete action now being taken to reach two inseparable goals at once: the highest possible standard of living for our population and national self-assertion for our people.

On the individual or personal level, we, as citizens, consider it imperative to obtain the highest possible standard of living for each and every Québécois. In this respect, we are no different from anyone else, since this is a goal shared by all human beings. I subscribe to the universal belief that man is truly free only if he can satisfy his basic needs and if society guarantees reasonable security for both himself and his family, regardless of language, sex, function or religion. This is an aspiration based on respect for social justice without which there can be no real democracy. Today's Québécois therefore does not want to do anything nor go into any venture likely to curtail the freedom which a decent standard of living assures him. This attitude results not only from the perfectly legitimate desire to live as comfortably as possible, but also from the knowledge that a French-speaking Québécois without resources is in a poor position to defend his culture, enable it to develop fully and disseminate it. Seen in this light, the highest possible standard of living is just as essential a factor in national self-assertion as any other course of action, if not more so. In other words, the fact that Québécois are working to improve their standard of living does not mean they have become outright materialists; it simply means they have a clearer understanding than ever before of the conditions for truly effective cultural development.

At the collective level, national self-assertion is the objective of modern Québec. To have this aim in focus, it must be remembered that French-speaking Québécois constitute a genuine society on this continent, a society which has its history, its socioeconomic institutions, its communication media; a society which no longer fears for its survival and which now wants to take every possible constructive measure to assert itself in all walks of life. Just as a decent standard of living is a normal ambition in any human being, so is self-assertion according to its own characteristics, culture and traditions the legitimate aspiration of any organized society. No-one should wonder, as do some people I have met, at the attitude shown by French-speaking Québécois. Considering that our society is beginning to feel its feet, that it believes an individual can live as a Canadian of French expression and live well at the same time, that the means of action this society is gradually giving itself enable it to draw closer to the fulfilment of its aspirations, any attitude other than the one now prevailing would be incomprehensible.

In our modern world, tangible values — so to speak increasingly tend to surpass other human values, however precious these may be. Nonetheless, our society is convinced that there not only should be, but there must be room in this world for certain cultural values. Language is one, and we cherish ours both as an heritage from our ancestors on this continent and for the civilization it represents, which we admire and want to keep as a source of intellectual nourishment. Our behaviour should not be interpreted as an attempt to slow the march of

history; on the contrary, I believe that we are projecting ourselves into the future because, in the world of tomorrow which we all dream of, the enriching diversity of cultures will be a rewarding aspiration. Nor are we trying to perpetuate with Europe a dependence which no longer really exists; we only wish to be ourselves in all endeavours without, however, infringing the inalienable rights of English-speaking Quebecers.

The attitude we are showing explains why most Quebecers of French extraction readily understand the aspirations of other Canadians belonging to different ethnic groups. Although English and French are the only two official languages in our country it is nonetheless true that when other cultures are shared by a sufficient number of Canadians, the nation's heritage is that much richer. For this reason, other cultures are worth promoting, at any rate when their members show, in this respect, the same determination as French Canadians. It is not up to Quebecers to show these groups the way to take, but they certainly can express their sympathetic understanding.

Our two objectives – high standard of living and national self-assertion – would likely remain in the abstract if, having set our sight, we failed to take the means required to reach our goal. As you know, most of our present policies are specifically intended to provide our society with these means of action, be they economic, social, political or cultural. This practical outlook is one of the new characteristics of our behaviour: not only do we know what we want, we also know how to fulfil our aspirations.

Les objectifs que nous nous sommes fixés mettent-ils le Canada en danger ? Voilà la question que beaucoup de nos compatriotes se posent à l'heure actuelle. Je veux, en terminant, y répondre brièvement.

Nous croyons bien sincèrement que nos aspirations légitimes peuvent et doivent être satisfaites dans une confédération canadienne dont l'esprit aura été renouvelé et qui dorénavant tiendra compte dans les faits de l'existence, du dynamisme et du caractère particulier de notre société. Nous croyons qu'il y a place, au Canada, pour un Québec fort, plus fort que jamais. Nous estimons évidemment que des ajustements seront nécessaires mais nous croyons que de tels ajustements sont possibles. Ainsi, pour exercer ses responsabilités de plus en plus grandes, le Québec aura besoin de ressources plus abondantes. Comme je l'ai dit dans mon dernier discours du budget, cet accroissement de ressources nous semble être, pour l'immédiat, l'ajustement le plus important. Il nous faudra aussi songer à établir, entre les divers gouvernements du pays, des mécanismes de coordination et de consultation qui soient suffisamment bien structurés pour répondre aux exigences nouvelles que pose l'action concertée de gouvernements interdépendants. Car nous ne croyons pas à l'efficacité d'une action isolée ou désordonnée.

En réalité, si le Québec moderne est plus que jamais sûr de lui et disposé à agir, si le Québec moderne s'est résolument engagé dans la voie de l'affirmation nationale, il est également persuadé que le monde de l'avenir sera fondé non sur une indépendance illusoire ou une dépendance humiliante, mais sur l'interdépendance harmonieuse des continents, des nations, des peuples et des régions. Nous ne voulons en rien retarder un tel aboutissement. Au contraire, nous l'acceptons d'avance sachant que l'interdépendance, telle que nous la voyons, suppose l'épanouissement des valeurs culturelles des peuples et des nations. Dans

quelques années d'ici, on se rendra probablement compte que, par son action et ses attitudes actuelles, le Québec aura imprimé un nouveau mouvement à l'ensemble de notre pays et qu'il lui aura ouvert de nouveaux horizons. Déjà les premiers signes d'une telle évolution commencent à paraître. Ceux-ci justifient déjà notre espoir et notre confiance: l'espoir que le Québec nouveau sera de mieux en mieux compris et accepté tel qu'il est, la confiance que notre avenir commun sera fondé sur le respect intégral des droits et des aspirations du Canada français, dont le Québec est le point d'appui.